

# Rapport économique 2022

## Zimbabwe

03 juin 2022

### Résumé

Après deux années de récession économique, des progrès ont été réalisés en termes de croissance à 5% pour 2021 et une réduction significative de l'inflation qui est passée de 838% en juillet 2020 à 61% en décembre 2021. Le secteur minier du Zimbabwe est le principal contributeur au développement économique et est très diversifié, avec près de 40 minéraux différents, dont le platine, le chrome, l'or, le charbon et les diamants qui constituent la majorité des exportations du pays. Ces exportations devraient augmenter en 2022 en raison d'une hausse générale des prix des matériaux. En outre, on observe une vague d'optimisme dans le secteur du tourisme au Zimbabwe, connu pour ses parcs nationaux et les chutes Victoria, en raison d'une réduction générale des restrictions sanitaires après la pandémie. Si les perspectives mentionnées ci-dessus sont positives, d'autres facteurs peuvent atténuer les prévisions de croissance pour 2022. Les prix du blé, de l'essence et des engrais et donc des biens de consommation augmentent de plus en plus en raison de facteurs macroéconomiques externes. La situation économique du Zimbabwe reste complexe et fragile avec de grands défis, tels que d'importants arriérés et dettes, la corruption, un faible respect du droit de propriété, des sanctions économiques impactant le système des transactions, des politiques monétaires inconsistantes et une production agricole de plus en plus affectée par le changement climatique. En conséquence, les investissements et la production au Zimbabwe sont négativement impactés, malgré le grand potentiel du pays. Le coût élevé des affaires locales a eu un impact sur la compétitivité du pays. Le pays est ainsi dépendant des importations, qui proviennent principalement d'Afrique du Sud. Malgré un climat d'investissement difficile, la Suisse est le premier investisseur européen au Zimbabwe. Les entreprises présentes au Zimbabwe sont généralement de grandes multinationales qui créent des emplois au sein du système économique zimbabwéen et régional. Elles sont établies depuis plusieurs années et ont fait preuve de résilience et d'adaptabilité, allant même jusqu'à s'étendre davantage. Le principal problème économique en suspens entre la Suisse et le Zimbabwe est la question de l'indemnisation des agriculteurs expropriés.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b><u>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</u></b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b><u>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES</u></b> .....	<b>6</b>
<b>3</b>	<b><u>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</u></b> .....	<b>7</b>
	<b>3.1</b> Politique et priorités du pays hôte .....	<b>7</b>
	<b>3.2</b> Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) .....	<b>8</b>
<b>4</b>	<b><u>COMMERCE EXTÉRIEUR</u></b> .....	<b>9</b>
	<b>4.1</b> Evolution et perspectives générales .....	<b>9</b>
	<b>4.2</b> Commerce bilatéral .....	<b>9</b>
<b>5</b>	<b><u>INVESTISSEMENTS DIRECTS</u></b> .....	<b>10</b>
	<b>5.1</b> Evolution et perspectives générales .....	<b>10</b>
	<b>5.2</b> Investissements bilatéraux .....	<b>10</b>
<b>6</b>	<b><u>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</u></b> .....	<b>10</b>
	<b>6.1</b> Instruments de la promotion économique extérieure suisse .....	<b>10</b>
	<b>6.2</b> Intérêt du pays hôte pour la Suisse .....	<b>11</b>

# 1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

---

## Signes positifs de relance économique

### a) Contraction de l'inflation

L'inflation au Zimbabwe est principalement alimentée par la croissance de la masse monétaire et la dépréciation du taux de change, mesurée par le taux officiel. Après plusieurs années consécutives de tendances hyper-inflationnistes, le gouvernement zimbabwéen a fourni des efforts considérables pour contenir l'inflation en 2021. En juillet 2020, l'inflation était de 838% tandis qu'en décembre 2021 de 61%. Toutefois, la hausse générale des prix et une augmentation des dépenses publiques liées à la campagne électorale pourraient mettre l'inflation sous pression en 2022. En effet, l'inflation a déjà augmenté à 72,7% début avril de cette année. Les prix de consommations ont augmenté de 30% en seulement un mois (de mars à avril 2022), diminuant ainsi le pouvoir d'achat. La hausse des prix est due à des facteurs internes, comme l'inflation, les comportements spéculatifs, la faible confiance dans la monnaie locale, mais aussi à des facteurs externes, comme la guerre en Ukraine, qui impacte l'économie globale. Certains commerçants profitent de ces facteurs pour augmenter leur marge de profit et pour réduire le risque lié au taux de change.

### b) Croissance et PIB

Après deux années de récession économique (2019-2020) liée aux problèmes structurels du pays et à la pandémie Coronavirus, une croissance d'environ 5% est observée pour l'année 2021. Ceci est notamment expliqué par une production agricole plus élevée grâce aux pluies abondantes, une stabilité liée à la ré-dollarisation *de facto* et une augmentation de gains de la monnaie étrangère grâce à l'exportation de produits de base et les envois de fonds. Le secteur minier est aussi responsable de cette croissance. L'augmentation de la croissance des exportations de minéraux s'explique par l'augmentation de la production d'or, qui est passée de 19 tonnes en 2020 à 29,6 tonnes en 2021 et par la hausse des prix des matières premières minières sur le marché mondial. Les estimations de croissance pour 2022 sont d'environ 3%, en baisse par rapport à 2021 en raison d'une production agricole qui pourrait être inférieure à celle de l'année précédente car les pluies sont arrivées tardivement et réparties de manière inégale au Zimbabwe. Cependant, il est aussi attendu que le secteur minier soit performant et que le tourisme reprenne à la suite d'une diminution des restrictions sanitaires COVID.

## Contraintes à la croissance économique

Malgré ces signes positifs de relance économique, de nombreux défis structurels persistent.

### a) Politiques monétaires inconsistantes

Le système monétaire zimbabwéen connaît des politiques inconsistantes. En seulement trois ans, le pays a eu trois régimes monétaires différents. Le système actuel est un système de multidevises qui a été instauré en avril 2020. Il a été institué car les effets de la dé-dollarisation du marché, lié à l'instauration en juin 2019 du dollar zimbabwéen comme seule monnaie, n'a pas eu les effets escomptés. Un système d'enchère hebdomadaire contrôlé a été instauré en juin 2020 en espérant améliorer la transparence et l'efficacité de la distribution des devises étrangères. Malgré la réintroduction d'un système multidevises, la crise monétaire du Zimbabwe se poursuit. Cette inconsistance des politiques monétaires a généré une grande méfiance vis-à-vis du dollar zimbabwéen et se traduit par une utilisation toujours plus présente du dollar américain au détriment de la monnaie locale.

Le gouvernement essaie de contrôler le marché en fixant le dollar zimbabwéen US\$1:ZW\$145 (avril 2022) sur le système de vente aux enchères de devises étrangères. Le bilan de cette stratégie reste limité car un marché parallèle persiste où le dollar se négocie entre ZW\$280 et ZW\$300 à US\$1 (avril 2022). Comme l'Etat et le marché formel ne fournissent pas assez de devises étrangères, le dollar zimbabwéen continue à se déprécier toujours plus face au dollar américain. La question d'une dollarisation de l'économie resurgit à nouveau au sein de l'opinion publique.

Bien que le gouvernement ait instauré un système multidevise, il essaie de favoriser l'utilisation de monnaie locale, par exemple en contrôlant les taux d'intérêts pour limiter l'accès et le prélèvement des USD, sans beaucoup de succès. Cette volonté se poursuit en 2022, le gouvernement veut promouvoir une plus grande utilisation de la monnaie locale en augmentant, par exemple, la part des paiements d'impôts en monnaie locale, rappelant que le processus de dé-dollarisation prend du temps.

L'incohérence réside aussi dans le fait que le gouvernement utilise lui-même les dollars américains pour ses opérations, ce qui est problématique pour la crédibilité de la monnaie locale. A titre d'exemple, il reçoit des taxes en USD. Une première étape pour rétablir la confiance et la crédibilité serait de demander les taxes des entreprises en monnaie locale, engendrant ainsi une demande cohérente et durable pour cette dernière. Un autre exemple qui illustre cette inconsistance est la décision d'avoir payé les bonus des fonctionnaires en USD. A la suite de cette déclaration, de plus en plus de travailleurs demandent à être payé en USD, ce qui ne facilite pas la tâche vers le processus de dé-dollarisation du marché. L'inconsistance des politiques monétaires laisse place à l'imprévisibilité et à une réticence vis-à-vis du dollar zimbabwéen. Au cœur du problème se trouve le désir du gouvernement de contrôler la politique monétaire de la banque centrale et de s'assurer que l'impression monétaire peut être effectuée chaque fois que les recettes fiscales ne suffisent pas à couvrir les dépenses publiques ciblées.

Toutefois, ces demi-mesures seules ne peuvent être suffisantes face aux défis structurels (tels qu'une production faible, une corruption endémique, ou encore une absence de réserves suffisantes pour soutenir la monnaie).

#### b) Système bancaire et sanctions

Il y a 20 ans, le gouvernement américain a adopté la loi Zidera, sanctions contre les personnes et les organisations qui, selon le gouvernement américain, sont responsables de violations des droits de l'homme et d'autres violations des principes fondamentaux de gouvernance. Chaque année au mois de mars ces sanctions sont renouvelées. L'Union européenne a aussi adopté des sanctions à l'égard du Zimbabwe qui se limitent à l'industrie de la défense. Les banques commerciales du Zimbabwe n'ont pratiquement pas de correspondants ou de relations bancaires avec le reste du monde financier car, même si les transactions sont légales, les banques recourent à une conformité extrême par crainte de mesures et/ou d'effets secondaires futurs. Ainsi, 120 banques correspondantes ont été perdues dans le monde, et deux banques au Zimbabwe ont été lourdement sanctionnées par le département du Trésor américain. Par ailleurs, les banques ont une faible marge de manœuvre car elles sont contrôlées par les politiques de la banque centrale. Cette situation accroît le risque d'investissement au Zimbabwe. Dans le même temps, ces risques augmentent le coût des emprunts.

#### c) Dettes, Réserves et FMI

La situation de la dette du Zimbabwe reste une entrave à la fois à la viabilité extérieure et au développement économique. Le pays est en situation de surendettement, avec d'importants arriérés de paiements extérieurs, dans un contexte de marge de manœuvre budgétaire limitée. Selon le FMI, la dette publique extérieure s'élevait à 100% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de 2020, mais elle a diminué pour atteindre, selon les estimations, 64% du PIB à la fin de 2021, ce qui reflète l'impact sur le PIB nominal de la forte dépréciation du taux de change parallèle. Deux tiers des dettes envers les créanciers bilatéraux officiels sont dues aux membres du Club de Paris. Un tiers concerne des non-membres du Club de Paris, avec la Chine comme principal créancier. En raison de l'importance des arriérés de paiement, le Zimbabwe a été exclu des différents mécanismes - comme le cadre commun de la Banque mondiale, qui vise à préserver les Etats fortement endettés de la faillite en annulant leurs dettes. En vue d'un accès limité aux créanciers internationaux, le Zimbabwe s'est tourné vers la Chine.

Une nouvelle stratégie de la dette à moyen terme, en cours de préparation, guidera les futures opérations de gestion de la dette. Un nouveau cadre est utilisé pour évaluer, contrôler et gérer

les prêts nationaux garantis et rétrocédés. Conformément aux dispositions de la loi sur la gestion de la dette publique, à partir de 2022, les entités publiques et les autorités locales seront tenues de fournir au Trésor des informations sur les emprunts, le service de la dette et les facilités de découvert. Dans le but de relancer le rengagement international, les autorités ont préparé une stratégie de résolution de la dette pour renouer avec les créanciers extérieurs. Cette stratégie prévoit l'apurement des arriérés extérieurs et la recherche d'un allègement de la dette. Le calendrier et les modalités spécifiques de ce plan doivent encore être finalisés. Les autorités ont repris les paiements symboliques aux créanciers multilatéraux et au Club de Paris. Le Zimbabwe a reçu l'équivalent de 961 millions USD de droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI, ce qui pourrait servir à renforcer les réserves internationales brutes, qui étaient extrêmement faibles, mais aussi régler la question des arriérés.

#### d) Etat de droit et corruption

Transparency International classe le Zimbabwe parmi les pays les plus corrompus au monde, les niveaux de corruption ayant atteint un pic à partir de 2015. La corruption affecte les ressources publiques mais également le secteur privé et exacerbe les inégalités dans le pays. Les inégalités au Zimbabwe ont fortement augmenté, passant de 45 en 2017 à 50,3 en 2019, selon l'indice de Gini de la Banque mondiale, les 10 % des Zimbabweens les plus riches consommant 20 fois plus que les 10 % les plus pauvres. Le Zimbabwe a perdu environ 100 milliards à cause de la corruption depuis 1980 selon Illicit Financial Flows. Le gouvernement s'efforce toutefois de s'attaquer au problème, notamment par le biais de la Zimbabwe Anti-Corruption Commission (ZACC). En outre, les droits de propriété sont peu protégés. La protection des droits fonciers est particulièrement faible.

#### e) Changement climatique et facteurs externes

Le Zimbabwe doit faire face au changement climatique qui impacte notamment la production agricole. L'ensemble de l'économie est affecté lorsque l'un des principaux secteurs de l'économie zimbabwéenne, l'agriculture, est particulièrement touchée par les périodes de sécheresse, les cyclones et la hausse des prix des engrais. Cela a pour effet une hausse générale des prix des denrées alimentaires, plus prononcée dans la région Matabeleland, creusant ainsi davantage les inégalités et la marginalisation de cette région par rapport au reste du pays. Cette région connaît un taux de chômage des jeunes à plus de 90%. Ces variations climatiques de plus en plus récurrentes au Zimbabwe vont devoir pousser ce dernier vers un développement d'alternatives. Le risque d'une crise sociale et économique est élevé pour cette année 2022. Le FMI a indiqué qu'un tiers de la population est à risque d'insécurité alimentaire. A la différence de l'année 2021 qui a eu une bonne production notamment de maïs, les pluies ont tardé en 2022, ce qui pourrait impacter négativement la saison agricole 2022. Un autre facteur déterminant pour cette année est la guerre en Ukraine. L'économie du Zimbabwe subit déjà les conséquences de cette guerre avec une augmentation des prix de l'essence mais également des fertilisants déjà en hausse depuis 2021.

#### f) Education

Le niveau d'éducation au Zimbabwe est bien supérieur à la moyenne du continent et constitue un capital précieux pour le pays qui risque cependant de le perdre en raison du système éducatif qui se détériore, faute de financement public. De plus en plus d'enseignants se détournent de leur profession en raison de l'érosion des salaires, de la baisse du pouvoir d'achat et de la détérioration des conditions de travail. Les frais scolaires sont souvent revus à la hausse, en raison de l'inflation croissante. Ainsi, il devient de plus en plus difficile pour un ménage moyen de permettre à ses enfants d'aller à l'école. De nombreux jeunes continuent de quitter le pays, à la recherche d'un emploi et de conditions économiques plus stables.

#### g) Délabrement des infrastructures

En 1980, le Zimbabwe a hérité d'infrastructures décentes en matière de production et de transport d'électricité, de chemins de fer, de routes, de logements, d'eau et d'assainissement qui desservaient une partie de la population. Cependant, au fil des ans, les investissements et la réhabilitation ont fait défaut, au point que certaines installations se sont désintégrées. Cette désindustrialisation constitue une contrainte significative pour la production et donc à la croissance économique du pays.

## **Conclusions sur la situation économique**

En résumé, la surréglementation, le contrôle des devises étrangères, les procédures d'importation et d'exportation complexes et bureaucratiques créent des comportements de recherche de rente. L'imprévisibilité des politiques économiques et le coût élevé des affaires locales ont eu un impact sur la compétitivité du pays. En raison de la volonté du gouvernement de contrôler le marché et les prix, certains produits doivent être vendus par l'intermédiaire d'entreprises d'État qui conservent ensuite les produits pour les revendre à un prix choisi. Le gouvernement dicte d'une part les prix et d'autre part la monnaie à utiliser. Cela impacte la production et l'investissement. De même, l'effort de réindustrialisation nécessite des investissements massifs de la part du secteur privé, qui restent insaisissables en raison des facteurs ci-dessus. Enfin, les entreprises devront faire preuve de plus de flexibilité en raison d'une plus grande imprévisibilité liée aux élections générales prévues pour 2023.

## **2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES**

### **a) Agriculture et régime foncier**

Le programme de réforme agraire de 2000 et son implémentation chaotique a porté un coup dur à la sécurité alimentaire, au taux d'emploi, à la capacité industrielle et aux recettes d'exportation du pays. Ces réformes ont été entreprises pour remédier aux injustices foncières de l'ère coloniale, qui avaient vu moins de 5'000 fermiers commerciaux blancs posséder 51 % de la totalité des terres (essentiellement des terres fertiles), laissant aux fermiers communaux autochtones moins de 22 % des terres infertiles. Aujourd'hui, le principal défi est que la plupart des agriculteurs n'ont pas de titres de propriété bancables sur les terres, alors que l'agriculture nécessite des investissements en capital importants pour bénéficier d'économies d'échelle. Les institutions financières locales et le secteur privé ne peuvent pas financer les terres sans modification des réglementations foncières. L'agriculture reste un élément central des perspectives de croissance économique du Zimbabwe, même si sa contribution est tombée à moins de 10 % du produit intérieur brut (PIB). L'agriculture est fortement intégrée en amont et en aval du secteur manufacturier pour la fourniture de matières premières et d'intrants. Elle fournit également des emplois (directs et indirects) à plus de 65 % de la population active du pays. Une production agricole efficace peut permettre au pays d'économiser au moins un demi-milliard de devises étrangères, actuellement utilisées pour importer des céréales (blé, soja et maïs). Pour des raisons politiques, le gouvernement préfère accorder des subventions aux intrants aux petits exploitants, fixer les prix à la production et centraliser le régime foncier, émanant de et générant des problèmes de confiance.

La culture du tabac, plus grande source de revenu de devises étrangères du pays, a connu un succès notable : les petits exploitants ont joué un rôle essentiel dans la livraison d'une moyenne de 230 kg de tabac au cours des cinq dernières années, ce qui a rapporté au pays plus de 800 millions de dollars US en recettes d'exportation.

Un secteur prometteur pourrait être l'industrie du coton, un secteur traditionnel qui demande peu d'eau. Cependant, cela est possible uniquement si le gouvernement traite les défis qui ont un impact sur le potentiel de croissance de cette industrie. Par exemple, une mesure serait de réduire la surréglementation du secteur car les agriculteurs doivent actuellement vendre leur coton par l'intermédiaire de la Cotton Company of Zimbabwe (Cottco) qui tarde à payer ces derniers. Il s'agirait aussi de se focaliser sur la valeur ajoutée du coton, qui n'est actuellement vendu qu'en tant que matière première.

Le Zimbabwe est un producteur de fleurs et de baies, notamment de myrtilles. Bien qu'il existe déjà une grande production de myrtilles, la production de chanvre est en phase de développement et offre de nouvelles opportunités.

### **b) Ressources naturelles et mines**

Le pays dispose de gisements minéraux très riches qui représentent de véritables atouts pour attirer les investissements. Près de 500 mines à petite échelle/artisanales extraient de l'or, du platine, du chrome, du nickel, des diamants, du charbon et de l'amiante. Environ 25% des

réerves mondiales de diamants bruts se trouveraient au Zimbabwe. Le secteur minier contribue à 12% du PIB. Le marché de ce secteur est très contrôlé par le gouvernement et impacte négativement les investissements, favorisant même la contrebande. Après que l'industrie minière a connu une contraction de 9% en 2020, le secteur a enregistré un gain de production pour les principaux minéraux, dont l'or qui a vu sa production augmenter d'environ 50% en 2021. Le pourcentage de croissance devrait augmenter de 43% pour les diamants (de 3,8 millions de carats à 5 millions), 40% pour le charbon (de 2,8 millions de tonnes à 3,9 millions de tonnes), 33% pour le chrome (de 1,2 tonnes à 1,6 tonnes) et 21% pour l'or (de 29 tonnes à 35 tonnes). La production de nickel et de platine est aussi prévue d'augmenter.

En plus des investissements directs dans l'industrie minière, il existe d'importantes opportunités pour la fourniture de machines minières souterraines lourdes ainsi que d'infrastructures et matériaux de transport. L'intérêt renouvelé du gouvernement pour l'augmentation de la production nationale de produits minéraux à valeur ajoutée nécessite davantage d'investissements en capital dans l'industrie minière par rapport au modèle commercial actuel qui repose sur l'exportation de ressources naturelles non transformées ou semi-transformées.

Le Zimbabwe a été élu vice-président du Processus mondial de Kimberley en 2022 et devrait assurer la présidence en 2023.

#### c) Infrastructures

Le Zimbabwe prévoit de construire un gazoduc, qui achemine le gaz entre le Mozambique et le Zimbabwe mais aussi un réseau ferroviaire additionnel afin de pouvoir avoir un accès direct aux ports de Maputo et Nacala. Il envisage également de construire un deuxième oléoduc afin de fournir du carburant au pays et à la région.

#### d) Tourisme

Le secteur du tourisme au Zimbabwe a perdu plus de 1,1 milliard de dollars l'année dernière en raison des restrictions de voyage et des confinements imposés par les Etats afin d'endiguer le Covid qui ont ralenti l'économie dont le secteur du tourisme a particulièrement été touché. Ce secteur qui représente environ 4,1% du produit intérieur brut du Zimbabwe et génère environ 3 milliards de dollars par an a été marginalisé par les fermetures sévères imposées par Covid-19 depuis mars 2020. Le nombre de touristes étrangers a chuté de 77 % entre 2019 et 2020. L'année 2022 a mal commencé en raison du variant omicron, plusieurs pays avaient instauré une interdiction de vol pour l'Afrique australe, décision incomprise par les Etats concernés. A la suite de cela, le gouvernement zimbabwéen a instauré l'obligation d'une quarantaine de 10 jours pour les voyageurs étrangers et des annulations qui en découlent. Ces restrictions ont ensuite été levées. La tendance générale à réduire les restrictions sanitaires rend le secteur optimiste pour l'année 2022. Après deux ans, les frontières terrestres du Zimbabwe ont finalement été rouvertes. Des nouvelles connections aériennes nationales et internationales ont été mis en place à destination de Harare et des chutes Victoria.

#### e) Numérisation

La croissance des transactions digitales au Zimbabwe a considérablement augmenté ces dernières années. Ecobank, un acteur clé et puissant du marché, détient le quasi-monopole du système de transactions financières, ecocash. La quasi-totalité des transactions du pays est effectuée à travers des systèmes digitaux mobiles. L'instauration d'une taxe de 2% sur les transactions mobiles (principalement effectuées en monnaie locale) et une demande de plus en plus élevée des dollars américains a poussé vers une plus grande utilisation d'argent liquide récemment. Transfer de fonds, assurances climatiques, campagne de santé publique, et apprentissage en ligne font partis des potentiels à explorer ou à développer à l'ère numérique.

### **3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE**

---

#### **3.1 Politique et priorités du pays hôte**

Le Zimbabwe est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). En outre, le pays a signé l'accord de libre-échange de la Tripartite Free Trade Area (TFTA). Cette grande zone de libre-échange prévoit de regrouper 27 pays (SADC, COMESA et East African Community (EAC)), soit environ 530 millions de consommateurs. Dix pays ont déjà ratifié l'accord. Le Zimbabwe se trouve actuellement à un stade avancé du processus de ratification.

En mars 2018, le Zimbabwe a également signé l'accord de libre-échange African Continental Free Trade Area (AfCFTA) et l'a ensuite ratifié en avril 2019. En février 2020, le pays a également adhéré au mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), qui vise à promouvoir le développement durable des pays africains par le biais d'une évaluation qualitative mutuelle de la gouvernance.

En 2009, le Zimbabwe a signé un accord de partenariat économique intérimaire (APEI) avec l'Union européenne, qui est entré en vigueur en 2012. Le Zimbabwe s'est engagé à libéraliser 80% de ses importations en provenance de l'UE des barrières commerciales d'ici 2022, objectif qui a été atteint. De nombreux produits, que le Zimbabwe considère comme sensibles, restent cependant exclus de la libéralisation: produits d'origine animale, céréales, boissons, articles en papier, en plastique et en caoutchouc, textiles et habillement, chaussures, articles en verre et en céramique, produits électroniques grand public et véhicules. Le Zimbabwe et cinq de ses partenaires (Maurice, Madagascar, Seychelles et Comores) négocient actuellement avec l'UE un accord de partenariat économique (APE) plus complet. Les négociations entrent dans leur 8ème cycle et comprennent de nouveaux chapitres ambitieux tels que le commerce des services, le commerce et le développement durable, les règles d'origine, les obstacles techniques au commerce, les droits de propriété intellectuelle, etc. Les négociations devraient être conclues en 2023.

Avant de quitter formellement l'Union européenne, la Grande-Bretagne a signé un APE avec les États d'Afrique orientale et australe (ESA), dont le Zimbabwe fait partie. Cet accord entre la Grande-Bretagne et les États de l'ESA, ratifié par le Zimbabwe en octobre 2020, prévoit un accès immédiat, sans taxes ni quotas, aux marchandises en provenance des États de l'ESA vers la Grande-Bretagne. En contrepartie, les États africains devraient progressivement libéraliser leurs droits de douane.

En outre, à l'occasion de la visite du président sud-africain Cyril Ramaphosa en mars 2019, des discussions ont eu lieu concernant de nouvelles facilités commerciales entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Cela arrange le Zimbabwe, qui est de plus en plus dépendant des importations en provenance d'Afrique du Sud en raison de la désindustrialisation croissante du pays.

### **3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)**

Aucun potentiel de discrimination n'est actuellement connu des accords de libre-échange susmentionnés. Il convient toutefois de suivre de près la conclusion à venir des négociations entre le Zimbabwe et l'UE et la mise en œuvre de l'accord entre le Zimbabwe et la Grande-Bretagne. La Suisse a été un des premiers pays à conclure l'accord bilatéral de promotion et de protection des investissements (BIPPA) avec le Zimbabwe. L'implémentation de cet accord reste clé afin d'améliorer la base légale pour les investissements entre la Suisse et le Zimbabwe.

La compensation des fermiers expropriés est inscrite dans la constitution adoptée en 2013. Toutefois, le processus de compensation a jusqu'à présent été très lent. L'année 2020 a apporté un nouveau souffle au dossier, avec la signature par le gouvernement du Global Compensation Agreement, un accord d'indemnisation (à hauteur de 3,5 milliards de dollars) pour les fermiers blancs expropriés. Le gouvernement zimbabwéen s'est également doté d'un instrument légal en mars 2020 (SI 62), qui réitère la compensation des fermiers couverts par le BIPPA. L'ambassade de Suisse à Harare soutient plusieurs agriculteurs suisses dans ce processus.



## 4 COMMERCE EXTÉRIEUR

### 4.1 Evolution et perspectives générales

Le Zimbabwe a enregistré un excédent de la balance courante estimé à 4,8 % du PIB en 2021, reflétant principalement une forte augmentation des envois de fonds (estimés à environ 20 % au-dessus de leurs niveaux de 2020) pendant la pandémie, des exportations solides dans un contexte de prix élevés des produits de base, une réduction des importations en raison des transferts des dépenses liées à la réforme monétaire de 2019 et des restrictions de change de la banque centrale. L'excédent de la balance courante devrait baisser à 3,2 % du PIB en 2022, en raison de l'augmentation des importations alors que l'économie continue de se redresser. Néanmoins, l'excédent de la balance courante prévu reste bien supérieur aux déficits enregistrés avant 2019.

De par sa position géographique, le Zimbabwe sert de pays de transit pour les flux de marchandises dans la région. Environ 60% des importations et 55% des exportations du Zimbabwe en 2020 provenaient et étaient destinées vers des pays africains. Les principales exportations du Zimbabwe sont l'or manufacturé (42,0 %), les mattes de nickel, y compris les minéraux du groupe du platine (MGP) (18,3 %), les minerais et les concentrés de nickel (13,4 %), le tabac (9,8 %), le ferrochrome (3,3 %), le platine sous forme brute ou en poudre (3,0 %) et les cuirs (1,7 %). Le Zimbabwe importe principalement du maïs, des fertilisants, des graines de soja, de l'essence et de l'électricité. Cependant, la facture d'importation du Zimbabwe est remplie de matières premières et de produits de base qui étaient autrefois produits localement, notamment des produits agricoles, des produits chimiques industriels et des biens de consommation.

Plus de 80 % des matières premières utilisées pour fabriquer des biens de consommation sont importées, principalement d'Afrique du Sud. Le coût élevé de la production locale est l'une des principales raisons pour lesquelles les produits zimbabwéens peinent à percer sur le marché des exportations. Le coût élevé des affaires prend en compte le coût du carburant, qui est plus cher que la moyenne régionale de la SADC. De même, le coût du transport local, de la fiscalité et de la mise en conformité, de l'eau, de la main-d'œuvre et des locations immobilières est relativement plus élevé. Par conséquent, les produits locaux ne peuvent pas être compétitifs sur le marché d'exportation africain. Pour remédier à cette contrainte structurelle, le gouvernement devrait entre autres réformer son régime fiscal. La charge fiscale du Zimbabwe, qui s'élève à 23,6 % du PIB, est plus élevée que dans la région. Les niveaux élevés d'imposition encouragent l'évasion fiscale et l'informalisation des entreprises, dont plus de 75 % appartiennent désormais au secteur informel. Les exportations sont essentiellement brutes, ce qui explique qu'elles atteignent de faibles prix sur le marché régional.

Pour 2022, les analyses prévoient une augmentation des importations de l'électricité, de l'essence et des produits de base ayant pour conséquence une balance commerciale négative.

### 4.2 Commerce bilatéral

Bien qu'environ 70% des importations de carburant du pays soient effectuées par des entreprises basées en Suisse et que les entreprises suisses sont des investisseurs clé sur place, les chiffres officiels du commerce bilatéral entre la Suisse et le Zimbabwe sont faibles. En 2018, le volume total a augmenté de 60% pour atteindre 20,3 millions de CHF en raison de l'augmentation des exportations de la Suisse vers le Zimbabwe (en particulier engrais, produits pharmaceutiques et machines). En 2019, le volume commercial a toutefois nettement diminué et n'a atteint que 7,8 millions de CHF. Le volume commercial pour l'année 2020 était de 9,3 millions de CHF. Pour l'année 2021, le volume commercial était de 9,2 millions, avec 4,5 millions d'exportations et 4,7 millions d'importations.

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

---

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Ces dernières années, les investisseurs ont adopté une approche attentiste, avec une baisse de 22 % des investissements directs étrangers, qui sont passés de 150 millions de dollars US en 2021 comparé à 194 millions de dollars US en 2020. Cela peut être principalement expliqué par une baisse de confiance des investisseurs liée au changement rapides des politiques, le manque de discipline fiscale et une faible protection d'investissements et du droit de propriété. La crise sanitaire du COVID a eu une répercussion globale sur les investissements étrangers directs, y compris au Zimbabwe. Les prévisions pour 2022 devraient rester basses à l'exception du secteur minier qui devrait voir une augmentation des investissements directs.

Le Zimbabwe s'est fixé pour objectif d'aligner ses politiques d'investissement sur le cadre de la politique d'investissement de la SADC, qui vise à transformer la région en une zone d'investissement attrayante, améliorer les régimes et mécanismes juridiques pour renforcer la protection des investisseurs, coordonner des régimes efficaces d'incitations fiscale pour les investisseurs et faciliter les investissements à long terme dans les infrastructures.

### 5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est le plus grand investisseur européen au Zimbabwe et les différentes entreprises suisses jouissent d'une très bonne réputation dans le pays. Les plus grandes entreprises suisses sur place sont ABB, Bata, Glencore/Zuva, LafargeHolcim, MSC Mediterranean Shipping Company, Nestlé, Syngenta, Trafigura/Puma et Vitol. Les entreprises suisses basées au Zimbabwe produisent pour le marché local et régional. Nombre d'entre elles investissent dans la production locale et sont génératrices d'emplois. C'est le cas, par exemple, du fabricant de chaussures suisse Bata, le plus gros acheteur de peaux d'animaux, qui achète une partie des matières premières dans le pays ou la région. Plusieurs entreprises investissent actuellement dans l'extension de leurs capacités : LafargeHolcim a par exemple ouvert en mai 2021 une nouvelle usine de mortier sec à Harare. Le producteur suisse de matériaux de construction pourra ainsi augmenter sa capacité de production de 7'000 tonnes à 100'000 tonnes.

## 6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

---

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Le 9 juin 2021, l'ambassade de Suisse a lancé, en collaboration avec des entreprises suisses sur place, une chambre de commerce bilatérale, la "Swiss Zimbabwe Business Chamber". La chambre de commerce doit servir de plateforme aux grandes entreprises ainsi qu'aux PME et promouvoir les relations économiques entre les deux pays, ainsi qu'encourager et faciliter le commerce. Tant les différentes entreprises que le gouvernement zimbabwéen ont salué l'initiative de l'ambassade et souligné l'importance de la chambre de commerce pour la place économique du Zimbabwe.

Par ailleurs, le "Swiss Business Hub" basé à Pretoria - une succursale de la plateforme de promotion commerciale "Switzerland Global Enterprise" - gère un site Internet contenant des informations sur le site du Zimbabwe pour les investisseurs ou exportateurs suisses potentiels. Début 2020, la Zimbabwe Investment Development Agency (ZIDA) a en outre été créée pour conseiller et soutenir les investisseurs nationaux et étrangers lors de la création d'entreprises au Zimbabwe, dans l'esprit d'un guichet unique. Il s'agit là d'une mesure pour encourager les investissements au Zimbabwe.

De plus, le gouvernement zimbabwéen a pour but d'investir dans le système de santé, ce qui constitue une opportunité pour les entreprises pharmaceutiques suisses par exemple en terme de maladies non transmissibles.

## 6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

De manière générale, la Suisse jouit d'une très bonne réputation au Zimbabwe. La visite du président Mnangagwa au WEF à Davos en 2018, ainsi que la visite au Zimbabwe du conseiller fédéral Ignazio Cassis en janvier 2019, sont restées dans les mémoires. L'édition 2022 du WEF a également vu la visite du président du Zimbabwe et de ses ministres, où des réunions bilatérales avec le gouvernement suisse ainsi que la rencontre avec des entreprises ont eu lieu. En tant que destination touristique, la Suisse reste plutôt secondaire pour les Zimbabwéens. En tant que siège de l'ONU, la ville de Genève jouit toutefois d'un grand prestige au Zimbabwe. En outre, quelques élèves sont inscrits dans des écoles privées suisses - par exemple à la célèbre école hôtelière de Lausanne.